

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

### Nombre de membres

- en exercice : 65
- présents : 44
- votants : 50
- 0 contre 0 abstention

### Objet :

Délibération 2026/19

### Délégations de l'organe délibérant au président

Le lundi 18 mai 2026 à quinze heures,

Le conseil du SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ADDUCTION D'EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT DU CUBZADAIS FRONSADAIS dûment convoqué s'est réuni en session ordinaire à SAINT ANDRE DE CUBZAC sous la présidence de Monsieur Christophe MARTIAL

Date de convocation : 5 mai 2026

### Présents :

M. MERVEILLAUT - M<sup>me</sup> COLOMBANI - M. CHAUMEIL - M. BLANC - M. ETOURNEAUD - M. EYMA - M. CENNI - M. DUBOSCQ - M. GARANTO - M. PEQUIGNOT - M. TROTTIN - M. LACHAUD - M. DUMAS DE LA ROQUE - M. VERRIER - M. DUBOUREAU - M<sup>me</sup> LOUBERT - M<sup>me</sup> MOUTET - M<sup>me</sup> BERNARD - M. DEJEAN - M. MALARET - M. COUQUIAUD *représentant la communauté de communes du Fronsadais*

M. THUILLIAS - M. AUNEAU - M. LEVEQUE - M. FERRE - M<sup>me</sup> JEAN - M. MEYER - M. MIGNER - M. COURSEAUX - M. PINSTON - M. POTIER - M. MARTOS - M. SUBERVILLE - M<sup>me</sup> DELAGARDE - M<sup>me</sup> LOUBAT - M<sup>me</sup> BOURSEAU - M. VIEUX *représentant la communauté de communes du Grand Cubzaguais*

M. CHARRIER (CAVIGNAC) - M. PHILIPPOT (C<sup>avignac</sup>) - M. DESPERIEZ (CUBNEZAIS) - M<sup>me</sup> BATARD (CUBNEZAIS) - M. CARLIER (MARSAS) *représentant la commune et la communauté de communes Latitude Nord Gironde*

M. SOUM *représentant la commune de MARSAS*

### Membres absents excusés ayant donné procuration :

- M. MILLAIRE (CDC DU FRONSADAIS) : pouvoir à M<sup>me</sup> COLOMBANI (CDC DU FRONSADAIS)
- M. TESSIER (CDC DU FRONSADAIS) : pouvoir à M. CHAUMEIL (CDC DU FRONSADAIS)
- M. LASNEL (CDC DU FRONSADAIS) : pouvoir à M. EYMA (CDC DU FRONSADAIS)
- M. MAILLET (CDC DU FRONSADAIS) : pouvoir à M. CENNI (CDC DU FRONSADAIS)
- M<sup>me</sup> MAUBERT-SBILE (CDC DU FRONSADAIS) : pouvoir à M. MALARET (CDC DU FRONSADAIS)
- M. VALEIX (CDC DU FRONSADAIS) : pouvoir à M. COUQUIAUD (CDC DU FRONSADAIS)

### Membres absents excusés (sans procuration) :

M. PEBAYLE - M. BARBE - M. BELLOT - M. BENETEAU - M. PINO - M<sup>me</sup> GIBERTEAU - M. GUIJARRO - M. QUEYROU - M. CABOY *représentant la communauté de communes du Fronsadais*  
M. BERTRAND *représentant la communauté de communes du Grand Cubzaguais*  
M<sup>me</sup> PORTE (CEZAC) - M. BENOIST (CEZAC) *représentant la commune et la communauté de communes Latitude Nord Gironde*  
M. BAGUET (MARCENAI) - M. GAUDRY (MARCENAI) *représentant la commune et la communauté de communes Latitude Nord Gironde*  
M. DUPONT (MARSAS) *représentant la communauté de communes Latitude Nord Gironde*

Vu la délibération n° 2026/16 portant élection du président ;

Vu l'Article L 5211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales rendant les dispositions relatives aux maires et aux adjoints applicables au président et aux membres du bureau d'un établissement public de coopération intercommunale ;

Vu l'Article L 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales portant sur la fonction de président d'un établissement public de coopération intercommunale ;

Vu l'Article L 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales portant sur le bureau de l'établissement public de coopération intercommunale ;

Considérant que le Président peut recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant à l'exception :

- 1 - du vote du budget, de l'institution et de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances ;
- 2 - de l'approbation du compte financier unique ;
- 3 - des dispositions à caractère budgétaire prises par un établissement public de coopération intercommunale à la suite d'une mise en demeure intervenue en application de l'article [L 1612-15](#) ;
- 4 - des décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée de l'établissement public de coopération intercommunale ;
- 5 - de l'adhésion de l'établissement à un établissement public ;
- 6 - de la délégation de la gestion d'un service public ;
- 7 - des dispositions portant orientation en matière d'aménagement de l'espace communautaire, d'équilibre social de l'habitat sur le territoire communautaire et de politique de la ville.

Vu l'Article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales qui liste les attributions qui peuvent être déléguées au président par l'organe délibérant ;

Vu les statuts du SIAEPA DU CUBZADAIS FRONSADAIS approuvés par arrêté préfectoral en date du 29 novembre 2021 et notamment l'Article 2 portant sur les compétences de la collectivité annexé à la présente délibération ;

Il est proposé que le conseil syndical confie au président, pour la durée de son mandat, les délégations suivantes :

- 1 - procéder, dans les limites fixées par l'organe délibérant, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couvertures des risques de taux et de change ainsi que de prendre les décisions mentionnées au III de l'article [L. 1618-2](#) et au a de l'article [L. 2221-5-1](#), sous réserve des dispositions du c de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires ;
- 2 - prendre toute décision concernant :
  - la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés de travaux, de fournitures et de services dont le montant est inférieur aux seuils de dispense de publicité et de mise en concurrence préalables fixés par décret<sup>(\*)</sup> ;

- les avenants aux marchés passés selon la procédure adaptée définie à l'article L 2123-1 du Code de la Commande Publique sous réserve que :
  - l'enveloppe budgétaire votée pour le financement du projet, objet du marché, soit suffisante ;
  - le montant de la modification soit inférieur aux seuils européens et à 15 % du montant du marché initial pour les marchés de travaux et à 10 % du montant du marché initial pour les marchés de services et fournitures (€ HT).
- 3 - solliciter les subventions auxquelles le Syndicat peut prétendre et signer les conventions correspondantes ;
- 4 - passer les contrats d'assurance ainsi qu'accepter les indemnités de sinistre y afférentes ;
- 5 - passer les contrats et/ou conventions nécessaires au bon fonctionnement du service ;
- 6 - créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services ;
- 7 - fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, huissiers de justice et experts dans la limite des crédits inscrits au budget ;
- 8 - intenter, au nom du syndicat, les actions en justice, ou de défendre le Syndicat dans les actions intentées contre lui, tant en première instance, qu'en appel et en cassation, devant quelque juridiction ou organe juridictionnel que ce soit, quelle que puisse être la nature du litige. La délégation s'applique, en défense comme en demande, au fond ou dans le cadre de référés, quel que soit le mode d'intervention à l'instance (assignation, recours pour excès de pouvoir ou recours de plein contentieux, intervention volontaire, mise en cause, appel en garantie, constitution de partie civile, dépôt de plainte avec constitution de partie civile, citation directe, etc ...) ; de décider du désistement d'une action et de transiger avec les tiers dans la limite de 1000 euros" ;
- 9 - de réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant.

**Le conseil syndical, après en avoir délibéré :**

- 1- autorise, par délégation et pour la durée de son mandat, Christophe MARTIAL, Président à exécuter les délégations suivantes :
  - procéder, dans les limites fixées par l'organe délibérant, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couvertures des risques de taux et de change ainsi que de prendre les décisions mentionnées au III de l'article [L. 1618-2](#) et au a de l'article [L. 2221-5-1](#), sous réserve des dispositions du c de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires ;
  - prendre toute décision concernant :
    - la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés de travaux, de fournitures et de services dont le montant est inférieur aux seuils de dispense de publicité et de mise en concurrence préalables fixés par décret<sup>(\*)</sup> ;

- les avenants aux marchés passés selon la procédure adaptée définie à l'article L 2123-1 du Code de la Commande Publique sous réserve que :
    - l'enveloppe budgétaire votée pour le financement du projet, objet du marché, soit suffisante ;
    - le montant de la modification soit inférieur aux seuils européens et à 15 % du montant du marché initial pour les marchés de travaux et à 10 % du montant du marché initial pour les marchés de services et fournitures (€ HT).
  - solliciter les subventions auxquelles le Syndicat peut prétendre et signer les conventions correspondantes ;
  - passer les contrats d'assurance ainsi qu'accepter les indemnités de sinistre y afférentes ;
  - passer les contrats et/ou conventions nécessaires au bon fonctionnement du service ;
  - créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services ;
  - fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, huissiers de justice et experts dans la limite des crédits inscrits au budget ;
  - intenter, au nom du syndicat, les actions en justice, ou de défendre le Syndicat dans les actions intentées contre lui, tant en première instance, qu'en appel et en cassation, devant quelque juridiction ou organe juridictionnel que ce soit, quelle que puisse être la nature du litige. La délégation s'applique, en défense comme en demande, au fond ou dans le cadre de référés, quel que soit le mode d'intervention à l'instance (assignation, recours pour excès de pouvoir ou recours de plein contentieux, intervention volontaire, mise en cause, appel en garantie, constitution de partie civile, dépôt de plainte avec constitution de partie civile, citation directe, etc ...) ; de décider du désistement d'une action et de transiger avec les tiers dans la limite de 1000 euros" ;
  - de réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant.
- 2- Précise, s'agissant de la réalisation des emprunts et des lignes de trésorerie que les limites ou conditions de délégations données au président feront l'objet d'une délibération spécifique.
- 3- Dit qu'en application de l'article L 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, le président est tenu, lors de chaque réunion de l'organe délibérant, de rendre compte des attributions exercées par délégation de l'organe délibérant.

Fait à SAINT ANDRE DE CUBZAC,  
Le 19 mai 2026.

SYNDICAT INTERCOMMUNAL  
D'ADDUCTION D'EAU POTABLE  
ET D'ASSAINISSEMENT DU  
CUBZADAIS FRONSADAIS

Christophe MARTIAL  
Président du SIAEPA DU CUBZADAIS FRONSADAIS

Frédéric DUBOSCOQ, secrétaire de séance

(\*) Par Décret n° 2025-1386 du 29 décembre 2025 portant diverses mesures de simplification du droit de la commande publique, à compter du 1<sup>er</sup> avril 2026, le seuil de dispense pour les marchés de fournitures ou de services est fixé à 60.000 € HT, il est fixé à 100.000 € HT s'agissant des marchés de travaux

**ANNEXE A LA DELIBERATION N° 2026/19**  
**EXTRAIT DES STATUTS DU SIAEPA DU CUBZADAIS FRONSADAIS**  
**approuvés par Arrêté préfectoral du 29 Novembre 2021**

**ARTICLE 2 : OBJET ET COMPETENCES**

Le SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ADDUCTION D'EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT DU CUBZADAIS FRONSADAIS peut exercer pour le compte de ses membres les compétences suivantes :

**1 - Eau potable :**

Au titre de la compétence Eau Potable, le SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ADDUCTION D'EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT DU CUBZADAIS FRONSADAIS assure la production, la protection des points de prélèvement, le traitement, le stockage et la distribution de l'eau destinée à la consommation humaine.

**2 - Assainissement collectif :**

Au titre de la compétence Assainissement Collectif, le SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ADDUCTION D'EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT DU CUBZADAIS FRONSADAIS assure la collecte, le transport et l'épuration des eaux usées, ainsi que l'élimination des boues produites.

**3 - Assainissement non collectif :**

Au titre de la compétence Assainissement Non Collectif, le SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ADDUCTION D'EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT DU CUBZADAIS FRONSADAIS assure :

- pour l'ensemble des dispositifs, le contrôle périodique de fonctionnement et de l'entretien,
- pour les dispositifs neufs ou réhabilités, le contrôle de conception et de bonne exécution,
- avec l'accord écrit du propriétaire, l'entretien, les travaux de réalisation et les travaux de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif.

**4 - Compétences induites :**

Sans préjudices sur l'exercice des trois compétences susvisées, le SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ADDUCTION D'EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT DU CUBZADAIS FRONSADAIS peut être amené à assurer des missions "accessoires" pour l'ensemble de ses membres.

A cet effet, dès lors que l'intérêt des usagers est confirmé et que l'activité reste "marginale", le SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ADDUCTION D'EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT DU CUBZADAIS FRONSADAIS peut élargir son champ d'action.

A titre d'exemple, il peut devenir producteur d'énergie, assurer le traitement, l'élimination ou la valorisation de déchets organiques d'origine domestique ou assimilé, collective, industrielle ou agricole sur ses propres stations d'épuration.